

ors de son assemblée générale de septembre, le conseil central adoptait une résolution afin de faire de la lutte à l'austérité sa grande priorité. Depuis, la CSN, le conseil central et les syndicats affiliés, en solidarité avec diverses organisations de la société civile, ont multiplié les actions pour démontrer leur colère envers les attaques sans précédent du gouvernement Couillard contre les services publics et les programmes sociaux. Nos actions doivent se dérouler sur plusieurs fronts. Il faut déconstruire le tissu de mensonges éhontés du gouvernement qui prétend que ses politiques d'austérité n'auront aucun impact sur les services à la population, tout en manifestant fermement notre opposition à ce véritable massacre. Contrairement à ce que le gouvernement affirme, ses prétentions à l'effet qu'il n'a pas le choix d'aller dans ce sens sont archifausses! Il s'agit d'un choix politique délibéré qui prend parti pour les plus riches de la société au détriment des besoins les plus fondamentaux de l'ensemble de la population.



#### Informer. dénoncer !

C'est dans cette perspective que les membres des comités des dix fronts de lutte du conseil central se sont mis en action pour la production de cet *Unité* spécial. Selon leurs spécificités, ils ont ausculté l'austérité sous divers angles. Comment les politiques d'austérité appliquées dans d'autres pays ont-elles affecté la population? Quels effets peut-on appréhender au Québec dans les communautés LGBT, chez les femmes, les jeunes ou les personnes issues de l'immigration? En quoi ces mesures redéfinissentelles les rapports sociaux et imposent-elles une conception mercantile de la valeur humaine? De quelle façon cette conception affectera-t-elle notre système d'éducation? Comment la réorientation idéologique de l'aide internationale au fédéral touche-t-elle nos solidarités avec nos camarades du Sud? Les ONG en environnement réussiront-elles à poursuivre leurs luttes alors que leur situation se précarise sans cesse? Réussirons-nous à affirmer la légitimité des revendications pour améliorer les conditions de travail et plus spécifiquement les salaires des travailleuses et des travailleurs? Déjouerons-nous les menaces qui planent sur nos politiques de santé et de sécurité au travail? Et surtout, comment organiser la lutte sur le plan syndical tout en continuant de contribuer au

vaste mouvement actuel contre les politiques d'austérité? Nous devons gagner la lutte à l'austérité et, pour ce faire, mettre en branle tous les moyens dont nous disposons. Outre les manifestations, rassemblements ou autres actions auxquels nous participons sans relâche, nous devons poursuivre notre travail d'information afin de faire connaître les effets actuels ou appréhendés de l'austérité. C'est ce que souhaitait faire le conseil central avec cette édition spéciale du journal. Nous vous invitons à le lire, à le distribuer, à en discuter autour de vous. Si vous désirez approfondir certains sujets, n'hésitez pas à nous contacter, il nous fera plaisir d'aller vous rencontrer! En terminant, je veux remercier les membres de tous les comités du conseil central qui ont participé à la production de ce numéro. La lutte se poursuit et, fidèle à notre habitude, nous serons au rendez-vous sur tous les fronts et sur tous les tons!



ordination et rédaction : Conception graphique Jean Gladu Hélène Gauthier

Correction des textes Photographies: Michèle Delsemme, Hélène Gauthier, Michel Giroux et Emmanuelle Proulx

Impression : Accent Impression **Distribution**: CSN helene.gauthier@csn.qc.ca Téléphone: 514 598-2021

Télécopieur: 514 598-2020

Le Conseil central du Montréal métropolitain-CSN regroupe plus de 100000 membres du secteur public et du secteur privé, répartis au sein de 400 syndicats sur le territoire des régions administratives de Montréal, de Laval et du Grand Nord du Québec Secrétaire générale du CCMM-CSN 'austérité, une voie sans issue Prospérité égalité solidarité

n février, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) lançait en grande pompe sa campagne portant sur la « prospérité ». Selon l'organisation patronale, il faut créer plus de richesse puisque le produit intérieur brut (PIB) par habitant au Québec est moindre que celui des autres provinces canadiennes. L'économie est anémique et il faut la redynamiser et faire émerger son plein potentiel. Mais cette prospérité, le patronat la veut pour qui au juste?

Du côté syndical et des mouvements sociaux, nous nous employons depuis la rentrée de l'automne à dénoncer les politiques d'austérité du gouvernement. L'État social est menacé par les coupes et la révision des programmes sociaux. À l'approche du budget, le message du premier ministre change. Depuis le début de la rentrée parlementaire de l'hiver, son gouvernement s'engage dans la « relance économique ». Dans le discours, on peut conclure à une proximité entre le message du CPO et celui du PM.

Au Québec comme ailleurs au Canada ou en Occident en général, il se produit suffisamment de richesse. Mais l'enjeu est de savoir à qui profite la prospérité. En observant ce qui se passe en réalité, l'austérité entraîne nécessairement des disparités sociales. Les bien nantis qui composent le 1 % s'accaparent la richesse qui se produit au détriment du reste de la population, les 99 %. Cette tendance

s'observe même au Québec. Les courbes de progression des revenus le révèlent très clairement. Le partage de la richesse est donc au cœur du litige qui nous oppose au gouvernement et aux chantres de l'austérité.

Contrairement à la croyance de plusieurs, l'État n'évolue pas en marge de l'économie, bien au contraire. L'économie publique qui englobe l'État québécois, ses services sociaux et communautaires et les services publics canadiens (au Québec), représente 30 % du PIB. En d'autres termes, l'État contribue à la richesse collective et exerce un effet de levier dans l'économie.

Les vertus de cette contribution se manifestent de façon très tangible et font le succès de nombreuses sociétés modernes et compétitives sur le plan économique. L'exemple de la Suède est éloquent en matière de santé. Ce pays performe bien sur le plan économique et a choisi d'investir en matière de santé et de services sociaux. Son système est accessible et universel. La gouvernance prévoit une reddition de comptes exemplaire, de sorte qu'une réforme bâclée comme celle que nous connaissons au Québec ne serait pas possible.

Au Québec, le caractère unique de l'éducation conçue à partir de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur devrait être une valeur ajoutée, tant d'un point de vue social qu'économique. Pourtant, tous les niveaux du réseau de l'éducation passent à la moulinette des compressions depuis la rentrée. Le succès des cégeps est remis en cause. Créés à la fin des années soixante dans la foulée du rapport Parent, les cégeps ont permis la démocratisation de l'enseignement supérieur. Les jeunes aujourd'hui y ont plus facilement accès qu'auparavant. La formation professionnelle et technique qui y est enseignée est reconnue de qualité. En plus d'être un tremplin pour l'université, on y forme des travailleuses et des travailleurs aux compétences variées qui enrichissent le marché du travail et, par conséquent, qui contribuent à l'économie.

La relance de l'économie ne peut donc pas se faire sans le secteur public, sans l'État, qu'on se le dise. De notre point de vue, l'État a un rôle central dans toutes les facettes du développement de la société alors que le gouvernement s'entête à poursuivre des changements « structuraux » afin de minimiser son intervention et son pouvoir de régulation. Il faut refuser cette vision de la relance et de la prospérité et il faut remettre en cause la légitimité de l'austérité par la poursuite de notre mobilisation.

Conseil central du Montréal métropolitain-CSN

www.ccmm-csn.qc.ca

**Unité** avril 2015 • **3** 

dossier Austérité



ompressions budgétaires de 800 M\$ imposées aux commissions scolaires depuis quatre ans qui se répercutent dans les services de garde en milieu scolaire; la Commission scolaire de Montréal déjà sous-financée, toujours en déficit malgré un plan de financement serré; le budget des CPE amputé de 70 M\$, après des compressions d'un quart de milliard depuis dix ans; des coupes imposées aux cégeps de 109 M\$ depuis quatre ans; le quart des cégeps (12 sur 48) en déficit l'an dernier; une coupe de 200 M\$ pour la seule année 2014-2015 dans les universités...

Il faut être de très mauvaise foi pour prétendre que ces coupes à répétition n'affectent



pas directement la qualité de l'enseignement et l'accès aux services éducatifs. Des augmentations de tâche sont au menu, avec des diminutions d'heures de travail, des abolitions de postes et le retrait d'importants services connexes (aide aux devoirs, transport scolaire, aide aux immigrantes et aux immigrants, etc.). Les services aux élèves, jeunes et

adultes, offerts par les groupes communautaires subissent aussi durement les contrecoups des compressions.

Dans les cégeps, les directions d'établissement ne cachent plus que les services aux étudiantes et aux étudiants sont dorénavant en péril, particulièrement pour celles et ceux qui ont des besoins particuliers. Dans les universités, on diminue l'offre et le nombre de cours. on augmente la tâche enseignante, on met à pied des chargé-es de cours et on augmente le nombre d'étudiants par classe.

#### Demandes patronales insensées

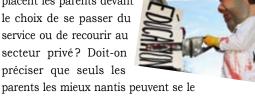
Comme si ce n'était pas assez, le gouvernement en rajoute une couche avec ses demandes de négociation qui font fi des problématiques actuelles et qui représentent des reculs importants : on s'ingère dans les processus démocratiques, on attaque l'autonomie professionnelle et on augmente la tâche tout en diminuant la sécurité d'emploi.

#### **Vers la privatisation**

Dans son entêtement à vouloir diminuer les dépenses de l'État, le gouvernement ne cherche pas tant l'équilibre budgétaire, mais une redéfinition du rôle de l'État et une restructuration de nos institutions collectives par rapport à

Qu'en sera-t-il de l'égalité des chances à l'école, quand les coupes dans les services aux élèves, par exemple, dans l'aide aux devoirs,

placent les parents devant le choix de se passer du service ou de recourir au secteur privé? Doit-on préciser que seuls les



Qu'en sera-t-il du réseau collégial, dont le gouvernement veut changer les orientations selon une vision commerciale et entrepreneuriale, par la multiplication de formations courtes et de nouveaux diplômes? Qu'en sera-t-il de la qualité avérée des programmes actuels? De leur dimension citoyenne, portée par une formation générale commune indispensable?

À l'université, les coupes exercent de nouvelles pressions sur les établissements qui doivent pallier eux-mêmes leur manque de revenus. Ici aussi, on pousse vers la privatisation: les universités se sentent justifiées de réclamer, par exemple, des hausses et des modulations des droits de scolarité. On assiste à la montée d'une concurrence malsaine pour augmenter le nombre d'étudiants nationaux et internationaux ainsi qu'à une course effrénée sur le plan de la recherche commercialisable.

Qu'en sera-t-il de la conception humaniste de l'université, celle qui est tournée vers le savoir à valeur universelle et qui se fait la gardienne d'une pensée indépendante et critique?

#### Une dégradation planifiée

Nous ne sommes pas dupes des velléités du gouvernement Couillard qui laisse faussement croire que le Québec ne peut plus s'offrir un réseau d'éducation public de qualité. Nous voulons une éducation qui favorise l'autonomie des personnes, la participation citoyenne et l'accès à la culture. Nous croyons au rôle irremplaçable de l'éducation comme vecteur d'équité sociale et comme moteur de développement de notre société. C'est pourquoi nous lutterons pour préserver la qualité et la pérennité de notre réseau public d'éducation!

Madeleine Ferland et le comité éducation



### Contre la pauvreté et en soutien à l'économie

### De meilleurs salaires

n ces temps de lutte à l'austérité, comment réintroduire la question des salaires dans nos revendications, comme tente de le faire le Front commun syndical du secteur public? D'abord en plaçant ces revendications dans la perspective d'une vie décente pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Mais aussi en faisant avancer l'idée d'une reprise de l'activité économique induite par les salaires.

Partout dans le monde, des campagnes mettent de l'avant des revendications portant sur les salaires : Living wage aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Bangladesh et ailleurs, Low Pay Is Not Ok des travailleurs américains de la restauration rapide ou Fight for 15 \$ en Colombie-Britannique. En Grèce, le parti de la gauche radicale Syriza promet de hausser le salaire minimum pour relancer

Qu'ont en commun ces campagnes? Elles renouent avec l'idée qu'un salaire décent est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté. Mais elles démontrent aussi qu'une part croissante des salaires versés aux travailleuses et aux travailleurs représente encore la première forme de partage de la richesse. Se pourrait-il qu'une augmentation des salaires puisse également contribuer à soutenir l'activité économique? Plusieurs économistes le croient et plaident pour un nouveau New Deal. Coup d'œil sur une idée pas tout à fait nouvelle.

#### Miser sur la demande

Pas besoin d'être économiste pour remarquer que les politiques d'austérité du Québec, du Canada ou d'ailleurs dans le monde, ont pour effet de créer un climat de stagnation peu propice à l'activité économique. Il semble bien contradictoire, de prime abord, de parler de richesse et de croissance, comme aiment le faire les chantres du néolibéralisme, tout en prônant des politiques qui ont pour effet de bloquer toute tentative de relance et, surtout, d'appauvrir une large part de la population.

Oui, bien sûr, il y a le crédit. Mais on a vu où la croissance du crédit nous a menés : endettement des ménages, inflation des actifs financiers, bulles financières, crise, effondrement du PIB, explosion de la dette publique (il faut bien réparer les pots cassés), austérité... Non, le crédit n'est pas la solution et ne peut combler le manque de revenus salariaux.

Le gros bon sens nous enseigne plutôt qu'il serait préférable de contribuer à l'activité économique en augmentant les salaires et en protégeant le pouvoir d'achat de toutes et tous. Mettons-nous un instant à la place d'un entrepreneur : celui-ci n'entreprend qu'à condition de pouvoir vendre son produit. Autrement dit, il faut qu'il y ait une demande. Or, la demande dépend des salaires, pas vrai? En toute logique, la croissance salariale devrait avoir un effet positif sur la consommation et l'activité économique. Tout le monde en ressort gagnant.



De plus, selon des chercheurs associés à l'Organisation internationale du travail, une croissance plus soutenue des salaires pourrait avoir des effets positifs du côté de l'offre en incitant les entreprises à investir dans de meilleures méthodes de production, de manière à préserver leur part de bénéfices.

#### **Favoriser les salaires**

Une stratégie qui mise sur la demande doit combiner un ensemble de politiques de répartition favorisant la croissance soutenue des salaires : politiques protravail et prosyndicale, extension de la portée des conventions collectives, instauration et augmentation du salaire minimum, renforcement des systèmes de sécurité sociale, etc. Bref, tout le contraire de ce que nous proposent les partisans de l'austérité qui n'ont pour seules ambitions que de détourner l'appareil de l'État à leurs propres fins et de créer un climat d'insécurité dans le but de s'enrichir. Pour qu'une telle stratégie de relance puisse réussir, il faudrait aussi restructurer le secteur financier de manière à le réguler et à amoindrir, voire éliminer, ses effets déstabilisateurs nous conduisant à des crises à répétition.

Voilà un programme qui va à contre-courant des idées véhiculées par la droite et qui, même s'il ne permet pas d'espérer une sortie de l'économie capitaliste, permet à tout le moins d'envisager de meilleurs jours pour les travailleuses et les travailleurs.

Patrick St-Pierre et le comité droit au travail



**Unité** avril 2015 • **5** 4 • Unité avril 2015

Une victime de plus

Mépris de l'environnement

Partout sur la planète, des déversements « accidentels » font régulièrement la manchette. À la mi-janvier, un déversement de diesel se produisait à Longueuil, privant d'eau potable près de 300 000 personnes sur la Rive-Sud. Les autorités ont mis cinq heures avant d'intervenir et la quantité déversée a été évaluée à plus de 20 000 litres. Le diesel est un pétrole léger, contrairement à celui provenant des sables bitumineux qui est lourd, ne flotte pas et est difficile à récupérer. Imaginez les dégâts d'une fuite de l'oléoduc Énergie Est de TransCanada avec ses 122 000 litres de pétrole lourd à la minute...

e gouvernement Couillard impose des compressions majeures dans l'ensemble des ministères et celui de l'Environnement est encore une fois visé. Il est malheureusement un habitué de l'austérité. Nos gouvernements sont peu sensibilisés à la protection de l'environnement et aux bienfaits rendus à l'humanité par les écosystèmes. Celui de Philippe Couillard n'y fait pas exception. Dès son entrée au pouvoir, il a éliminé 52 postes de spécialistes de la faune, privant ainsi la société québécoise d'une expertise scientifique considérable. On cible les groupes les plus vulnérables, telles les ONG en environnement qui se voient encore une fois sacrifiées. Elles constituent pourtant un précieux levier démocratique dans la défense de l'environnement et la sécurité de la population.

Pendant que plusieurs secteurs subissent des compressions idéologiques, ce même gouvernement octroie plus d'un milliard de dollars aux minières et aux sociétés d'hydrocarbures. Par exemple, la cimenterie de Port-Daniel béné-

ficie d'un financement public de 450 M\$, un projet qui divise la population puisque s'il doit créer 200 emplois directs, c'est au prix d'importantes émissions de gaz à effet de serre (GES), qui seront

en hausse de 6 % dans le secteur industriel. Pour sa part, le projet d'exploration de pétrole de schiste à l'Île d'Anticosti a reçu 110 M\$ en deniers publics. Québec a d'ailleurs créé un fonds, Capital Mines Hydrocarbures, muni d'une

enveloppe d'un milliard de dollars. Les subventions aux pétrolières ne sont jamais remises en cause alors que celles-ci devraient faire partie d'un débat de société.

#### Un proiet menacant

D'après la revue scientifique Nature,

le tiers des réserves de pétrole,

la moitié du gaz naturel

et 80 % des réserves de charbon

doivent rester inutilisés pour réussir

à moins de 2°C.

Les émissions de GES des pétrolières et des gazières ne sont toujours pas réglementées au Canada. Prenons le projet de TransCanada qui prévoit le transport par oléoduc du pétrole lourd de l'Alberta jusqu'au

Nouveau-Brunswick, et dont une section a été conçue, il y a 60 ans, de parois minces et non adéquates à ce type d'hydrocarbures. Évalué à 12 milliards de dollars, le projet doit assurer le passage de 1,1 million de barils¹ par jour sur une distance de 4 600 km. Les besoins de la province se situant autour de 300 000 barils par jour, il est clair que la production sera destinée au marché mondial. L'oléoduc traversera neuf

régions administratives du Québec avec le lot d'infrastructures que cela comporte tout au long du tracé. TransCanada met en péril des terres agricoles, à limiter le réchauffement planétaire l'approvisionnement en eau potable, la santé

> des populations et celle des écosystèmes. De l'extraction au transport par oléoduc, les émissions de GES sont estimées à 32 millions

> Un baril équivaut à 159 litres; 1,1 million de barils valent 174 900 000 litres.



de tonnes annuellement, soit l'équivalent de 7 millions de voitures de plus. Au plus, 60 emplois seront créés à long terme au Québec.

Notre force citoyenne doit maintenant faire face à deux paliers de gouvernement qui partagent la même vision : celle d'un développement dangereux de l'industrie pétrolière. Souhaitons que la baisse actuelle des prix du pétrole n'ait pour effet de ralentir les investissements dans la filière d'énergies propres. Il faut plutôt réaffirmer la nécessité de soutenir cette filière. Le temps est venu d'agir sur notre mode de développement issu du dogme de la croissance qui ne tient pas compte des impacts sociaux et environnementaux.

> Isabelle Ménard et le comité environnement et développement durable



Pour comprendre les enjeux en santé publique

### L'austérité tue!

L'austérité est présentée par nos gouvernements comme un mal nécessaire pour sortir d'une crise économique, tel un médicament aux multiples effets secondaires. Pourtant, l'austérité affecte la santé des gens. Pire, l'austérité tue!

iest ce que démontrent David Stuckler, docteur en sociologie, spécialisé en santé publique et en économie politique et Sanjay Basu, épidémiologiste dans le livre intitulé Quand l'austérité tue1. Ces chercheurs ont étudié les différentes politiques appliquées par les pays qui ont vécu une crise économique, de la Grande Dépression à la Grande Récession de 2007 et constaté leurs effets sur la santé publique.

Ainsi, dans les années 1990, le passage de l'économie communiste à l'économie de marché en Russie a eu des résultats désastreux sur la population. Durant l'ère communiste, les habitants bénéficiaient de protection sociale de la naissance à la tombe. Le changement de système a provoqué une privatisation massive des services de l'État. Les impacts les plus frappants ont été observés chez les

hommes de 25 à 39 ans dont le taux de mortalité a augmenté de 90 %! Ainsi, dix millions d'hommes ont disparu prématurément dans ce contexte politique.

Dans les pays asiatiques, à la suite d'une bulle spéculative de l'immobilier en 1997, le taux de pauvreté des pays touchés est passé de 15 % à 30 % en un an. En Thaïlande par exemple, les progrès pour faire réduire les maladies infectieuses se sont vus complètement anéantis à la suite de compressions de 54 % dans le budget de la santé. Ces coupes ont aussi eu un impact majeur sur le nombre de personnes porteuses

David Stuckler, Sanjay Basu, Quand l'austérité tue, éditions Autrement, 2014

du VIH, passant par 100 000 habitants, de 3,2 avant la crise à 43,6 durant la crise.

Les auteurs évoquent également la situation de la Grande Dépression de 1929 aux États-Unis. Dans le cadre de son New Deal, le président Roosevelt choisissait d'investir dans les services publics de l'État. Le taux de mortalité infantile, de suicide de même que l'incidence des maladies infectieuses ont diminué considérablement. Par

ailleurs, les chercheurs ont constaté qu'à l'inté-

rieur même du pays, des écarts nets entre États

se sont creusés entre ceux qui ont investi dans

les services publics comme la Louisiane et ceux,

comme le Texas et la Georgie, qui ont choisi de

En 2007-2008, plusieurs banques islandaises

ont fait faillite. La population s'est retrouvée

devant la plus grande crise sanitaire depuis la

Pour le peuple, par le peuple !

ne pas appliquer le plan.



l'État. La couverture de maladie universelle risquait la faillite, et par-dessus le marché, si la valeur de la couronne se dépréciait, le coût d'importation des médicaments allait exploser. Des choix s'imposaient donc. Les Islandais ont décidé, par référendum, d'opter pour soutenir la santé publique plutôt que de rescaper les banques. La société islandaise a été sauvée par sa propre population!

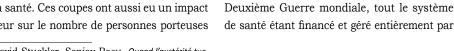
#### Et au Ouébec ?

Au Ouébec, nous sommes en train d'assister au démantèlement de nos services publics de santé et de services sociaux. Le gouvernement met en place un vaste plan de privatisation. Les résultats de l'étude menée par Stuckler et Basu nous indiquent que l'austérité n'est pas le chemin à prendre. D'autant plus que l'économie du Québec n'est pas aussi mal en point que

certains le prétendent. Il est moins endetté que la majorité des pays de l'OCDE et le poids de sa dette a diminué depuis 20 ans. Pourtant, le Québec est dans le peloton de tête des pays les plus austères. Les conséquences de l'austérité sur la santé des Québécoises et des Québécois sont à craindre. Les auteurs démontrent clairement qu'à chaque fois qu'un État choisit la voie de l'austérité, les conséquences pour la santé publique sont catastrophiques.

Le choix est clair : refusons l'austérité!

Judith Huot et le front de lutte santé et services sociaux



**Unité** avril 2015 • **7** 6 • Unité avril 2015



Quand nous aurons mangé nos derniers dollars...

# L'austérité nous dépouille de notre humanité!

■ Notre produit national brut dépasse 800 milliards de dollars par an, mais ce chiffre – si c'est par lui que nous devions juger les États-Unis – englobe la pollution de l'air, les publicités pour les cigarettes et les ambulances qui évacuent les blessés de nos autoroutes. Il prend en compte les serrures spéciales pour nos portes et les prisons pour ceux qui les forcent. Il prend en compte la destruction des séquoias et la disparition des merveilles de notre nature liée à notre extension chaotique. Il prend en compte le napalm, les têtes nucléaires et les voitures de police blindées pour combattre les émeutes dans nos villes. Il prend en compte les programmes télévisés qui glorifient la violence afin de vendre des jouets à nos enfants.

Pourtant, le produit national brut ne considère pas la santé de nos enfants, la qualité de leur éducation ou la joie de leurs jeux. Il ne prend pas en compte la beauté de notre poésie, l'intelligence de nos débats publics ou l'intégrité

de nos fonctionnaires. Il ne mesure ni notre esprit, ni notre courage, ni notre compassion, ni notre dévotion à l'État. En bref, il mesure tout sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, et il nous dit tout sur l'Amérique sauf ce qui fait que nous sommes fiers d'être Américains. »<sup>1</sup>

J'ai puisé dans l'essai *Quand l'austérité* tue cette citation qui fait écho à la réflexion qui m'habite. Depuis des années, je m'insurge contre les grands penseurs de ce monde qui claironnent sur toutes les tribunes qu'il faut créer de la richesse. La vraie richesse n'est-elle pas celle qui favorise l'humanité?

Selon le *Petit Larousse*, en économie, une politique d'austérité est la « diminution des dépenses de consommation ». Suis-je un consommateur lorsque je suis malade, physiquement ou psychologiquement ou encore lorsque j'envoie mon enfant à l'école? Sans doute suis-je aussi un consommateur lorsque les pompiers viennent éteindre un incendie dans la résidence où sont logés mes vieux parents. Et que dire de mon utilisation des services publics.

C'est donc dans ce super club de consommateurs qu'on me catégorise parce que l'État dépense pour moi et choisit de réduire ses dépenses. Pendant ce temps, celles et ceux qui bénéficient des services que nous avons choisis collectivement, celles et ceux qui assurent ces services vivent l'inquiétude et l'angoisse de ne pas savoir qui pourra continuer de se sentir supporté pour faire face aux aléas de la vie courante.

À mes yeux, du point de vue des réseaux d'entraide, l'austérité est la privation de ce sentiment de bienveillance qui fait que toutes et tous se sentent pris en compte et inclus dans cette collectivité. C'est aussi ce sentiment de non-reconnaissance pour notre contribution collective. C'est l'impression d'être dépossédé de notre valeur humaine au détriment non pas de valeurs économiques, mais de considérations mercantiles. Quand nos collègues de travail, nos familles, nos voisins ne sont plus que des pièces d'un échiquier où leur valeur n'a que le prix qu'ils coûtent à la société et que jamais on ne tient compte de la valeur que leur présence et leur travail ajoutent à cette

Force est de se ranger derrière la vision des deux auteurs de cet ouvrage : il n'est pas toujours nécessaire d'utiliser une arme pour tuer. N'est-ce pas un crime odieux que de passer sous silence les souffrances imposées aux plus démunis par les mieux nantis pour la sauvegarde de leurs propres intérêts?

même société, il ne peut que rester la désolation.

Gilles Bélanger, responsable régional du développement des réseaux d'entraide



### Forcer le gouvernement à faire marche arrière

## L'offensive patronale

**G** el d'embauche dans la fonction publique, coupe de 30 M\$ pour les étudiantes et les étudiants à faible revenu via la prime au travail, hausse de tarif pour les CPE et affaiblissement du réseau, hausse allant jusqu'à 14,3% pour un titre de la STM alors que des hauts dirigeants voient leur salaire augmenter jusqu'à 18%...

La liste de toutes les mesures du plan d'austérité du gouvernement Couillard et de ses impacts sur les institutions publiques et parapubliques semble s'allonger chaque semaine. Le projet de « rigueur budgétaire et de repositionnement du rôle de l'État » porté par le ministre Coiteux frappe tous les secteurs de la société et constitue une attaque en règle contre les travailleuses et les travailleurs. Attaquer la classe moyenne n'a rien de nouveau, mais le faire dans un contexte où la réserve de liquidités des entreprises non financières canadiennes dépasse 675 milliards de dollars, c'est du jamais vu!

Pour le comité jeunes, l'heure n'est plus au recensement des mesures. Maintenant, la tâche qui nous incombe est de mettre en place la stratégie à mener pour forcer le gouvernement à faire marche arrière. Le bilan des dernières années indique que le temps n'est plus à la concertation. L'État gestionnaire n'a d'yeux que pour les intérêts de la grosse *business* et notre unique opportunité sera de les perturber jusqu'au retour d'une paix sociale bien négociée.

#### La loi spéciale... (bis)

Le conflit étudiant de 2012 est riche d'enseignements de plusieurs façons. Malgré la liberté politique que disent protéger les sociétés démocratiques, le gouvernement Charest n'a pas hésité à voter une loi spéciale pour museler les perturbations du printemps étudiant et ainsi rendre illégale toute manifestation. Le tour de force de ce combat historique préfigure l'épreuve qui attend le collectif Refusons l'austérité, et plus largement encore, tous ceux et celles qui voudront opposer une réelle résistance aux politiques néolibérales.

Mises en demeure, injonctions, décrets gouvernementaux et lois spéciales sont le lot des attaques qui nous seront faites. L'État utilisera toutes les armes juridiques et politiques qui sont à sa portée pour écraser le mouvement syndical et les forces sociales qui sont en train de se mettre en œuvre pour freiner son projet de démantèlement social. Quelles seront nos chances de vaincre devant le rouleau compresseur juridico-politique qui nous attend?

### La démocratie, notre raison d'être, notre plus grande force

Si les syndicats sont reconnus comme les uniques représentants des travailleuses et des travailleurs devant les *boss*, c'est parce qu'ils ont le devoir d'en être les porte-parole. Le collectif Refusons l'austérité aura beau représenter plus d'un million de personnes, son unique force viendra des membres qui se seront saisis des enjeux grâce aux espaces politiques mis en place par les syndicats locaux. L'assemblée des membres est le lieu qui donne toute sa légitimité au mouvement syndical

La force d'avoir raison Si le mouvement étudiant es

Si le mouvement étudiant est resté fort devant les menaces de l'État, c'est parce que son contrôle était directement pris en main par les associations locales. La force d'un mouvement est assurée si les parties qui en constituent le tout sont informées de la situation politique et si elles décident par elles-mêmes des stratégies à mettre en place.

En 2012, les assemblées générales ont majoritairement voté de braver les injonctions et la loi spéciale de Jean Charest. C'est ce qui a provoqué la crise de légitimité du gouvernement alors que dans tous les quartiers, les casseroles se sont mises à résonner. Cette résistance acharnée et quotidienne d'un mouvement social large a forcé l'État à précipiter des élections nationales. En 2015, cette stratégie ne pourra pas être reprise intégralement par les syndicats. Par contre, la confrontation des lois injustes par notre projet politique constitue le nœud de notre force, sans laquelle nous ne pourrons jamais plus avoir raison.



8 • Unité avril 2015 • 9

Sénateur Robert Kennedy, mars 1968, extrait de Quand l'austérité tue, David Stuckler et Sanjay Basu, éditions Autrement, pp. 30-31

Impacts sur les communautés ethnoculturelles

### L'austérité... une mauvaise idée!

hady est arrivée au Québec il y a un an et demi. Elle est détentrice de diplômes, mais ne parvient pas à dénicher un bon travail. Elle en arrache et ses trois enfants de 7 à 12 ans ont des problèmes d'adaptation à l'école. Elle est allée chercher conseil auprès des professeur-es de ses enfants parce que le système d'éducation québécois n'est pas le même que dans son pays. Tant les enfants qu'elle-même se sentent démunis à cause des nouvelles façons de penser et de faire.

Les profs l'ont informée que l'aide aux devoirs allait être coupée et que plusieurs postes prévus pour répondre aux problèmes d'adaptation des enfants allaient être abolis. Les psychoéducatrices, les éducatrices spécialisées et les orthophonistes qui resteront en poste seront alors complètement débordées. De surcroît, les petits déjeuners et les collations qu'on distribuait aux enfants allaient disparaître dans sa commission scolaire.

Ces annonces découragent Khady au plus haut point. Sa situation n'est pas le lot de tous les nouveaux immigrants, mais plusieurs la vivent : elle travaille à temps partiel avec des horaires atypiques, le jour, le soir, la nuit, tandis que son mari occupe deux boulots : préposé le soir dans un centre pour personnes âgées et gardien la nuit. Allez donc trouver du temps pour aider les enfants avec leurs devoirs dans un système scolaire qu'on ne connaît pas!

#### À environnement sain, société saine

Pour les enfants qui arrivent de l'étranger, l'école est évidemment le lieu de l'apprentissage des matières scolaires, mais c'est aussi leur premier lieu de socialisation et d'intégration à notre société. Ces mesures essentielles sont un réel investissement pour l'avenir. Elles favorisent une intégration réussie, laquelle tend évidemment vers une citoyenneté responsable. L'accompagnement actuellement fourni aux enfants contribue notamment à développer des compétences et du savoir-être, et conduit vers la voie du succès.

#### Boniour les dégâts...

Mais les visées du gouvernement actuel sont tout autres : partout, des coupes dans les programmes d'intégration et de francisation, et maintenant, dans les ressources en milieu scolaire. L'aide aux devoirs est un programme dédié aux enfants en difficulté d'apprentissage et favorise

l'adaptation et l'intégration des enfants issus de l'immigration. Les compressions dans ce programme touchent en grande partie ces derniers dont les parents peuvent être moins scolarisés, moins nantis, moins familiers avec la langue française, et pour qui payer des ressources privées relève de l'impossible.

On parle aussi de rogner dans l'aide alimentaire. Ceux et celles qui seront touchés auront plus de difficulté à se concentrer, car, comme le dit l'expression, « ventre affamé n'a point d'oreilles », donc moins de facilité à s'adapter et à réussir. Le décrochage leur pend-il au bout du nez?

En ajoutant à son plan infernal une augmentation du nombre d'élèves dans les classes, l'ex-ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, n'a pas chômé dans son saccage des acquis sociaux! Ceci entraînera une surcharge de travail pour les professeur-es et forcément moins de temps pour suivre les élèves plus vulnérables. Parmi ceux-là, les enfants de l'immigration ne sont pas une part négligeable. Cette démolition calculée du système générera des problèmes que toute notre société devra traîner comme un boulet des années durant. Les conséquences de la politique d'austérité du gouvernement Couillard, fondée sur l'obsession du déficit zéro, sont dramatiques pour la société en général, et pour les personnes issues de l'immigration en particulier.

Qu'attendre des compressions annoncées par le gouvernement du Parti libéral :

- une augmentation du taux de décrochage
- une perpétuation, voire une augmentation de la pauvreté
- une augmentation du taux de criminalité chez les jeunes
- un frein à l'intégration

L'austérité, c'est quoi, donc? Une bien mauvaise idée...

Ramatoulaye Diallo et le comité immigration et relations ethnoculturelles







Budgets coupés, financement ardu, refonte des structures

# Compromettre les avancées des LGBT

n s'en doute, ce sont les personnes marginalisées qui font le plus durement les frais de l'austérité. Plusieurs intervenantes et intervenants de la communauté LGBT se disent très inquiets des compressions du gouvernement libéral. On craint que les femmes, et particulièrement les lesbiennes comme minorité de la diversité sexuelle, soient plus affectées. On rappelle que les femmes ont un revenu d'emploi qui équivaut à 75% de celui des hommes et qu'elles sont encore les championnes du travail précaire et à temps partiel. L'austérité, on le sait, aggrave les inégalités sociales.

### **Impacts sur les groupes LGBT**

L'Astérisk\*, seul projet de milieu de vie qui s'adresse aux jeunes LGBT à Montréal, doit composer avec l'austérité. Situé en plein cœur du village gai, ce centre offre un espace où logent différents organismes, comme Projet 10 et Jeunesse Lambda, qui offrent plusieurs services aux jeunes LGBT, notamment de l'accompagnement, une ligne d'écoute ou du



soutien dans la recherche de professionnel-les de la santé. « L'espace Astérisk\* est un lieu où les jeunes peuvent se réaliser puisqu'il leur permet d'organiser des activités politiques, sociales, des soirées de discussion », explique Annie Savage, coordonnatrice du projet. « Parce que l'Astérisk\* est un groupe assez jeune,

il est particulièrement difficile d'obtenir du financement récurrent et le contexte d'austérité n'aide en rien. Nous recevons des subventions par projet qui prennent fin et sommes forcés de nous tourner vers des partenariats avec des entreprises. Cela demande beaucoup d'énergie, car il faut développer des liens, des contacts. C'est compliqué de se projeter dans le temps et d'élaborer des plans de travail à long terme », poursuit madame Savage.

À la Chaire de recherche sur l'homophobie, à l'UQAM, on a essuyé une réduction budgétaire en cours d'année financière, à la suite des coupes effectuées au Fonds québécois de recherche Société et Culture. « Chaque équipe de recherche a été coupée de 9 %. Dans notre cas, c'est 10 000 \$ en moins. Nous devrons retrancher dans les déplacements et annuler des contrats étudiants », regrette Line Chamberland, titulaire de la chaire, qui rappelle que ces contrats de recherche aux étudiants contribuent à financer leurs études. La chercheure attribue également au contexte d'austérité les compressions dans le programme de formation de l'Institut national de santé publique du Québec. La formation Pour une nouvelle vision de l'homosexualité qui vise à accroître la compréhension du processus de développement de l'orientation sexuelle et à augmenter les habiletés pour intervenir dans le respect de la diversité, était offerte gratuitement aux intervenants et aux enseignants auparavant. Plus maintenant.



Le GRIS-Montréal, qui travaille à développer une meilleure connaissance des réalités homosexuelles et bisexuelles, s'est vu accorder une subvention dans le cadre d'une enveloppe visant l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées dans la région de Montréal. Avec le projet Vieillir sans honte, l'homosexualité et la bisexualité démystifiées auprès des aînés, on veut former et outiller une soixantaine d'intervenants du milieu de la santé et des services sociaux sur les besoins des aîné-es LGBT, détaille Marie Houzeau, directrice générale du GRIS-Montréal. « Comme c'est la CRÉ [Conférence régionale des élus] qui est dépositaire du financement et qu'elle sera abolie, nous ne savons pas si le budget sera reconduit, « Nous demandions un financement sur trois ans, mais l'avons obtenu pour une année seulement ».

« Avec le bouleversement de structures, on ne sait pas encore concrètement quels seront les impacts. Beaucoup de travail se fait entre les groupes locaux et les instances intermédiaires comme les agences de santé, les CRÉ, les commissions scolaires et les forums jeunesse, par exemple. C'est difficile d'évaluer comment s'effectuera, dans le futur, l'allocation des ressources. C'est beaucoup d'instabilité », conclut Line Chamberland

Emmanuelle Proulx et le comité LGBT



**10 • Unité** avril 2015 **• 11** 

Coopération internationale

## Idéologie détournée

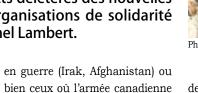
L'austérité et la solidarité internationale, quel sujet complexe! Pour mieux comprendre, nous avons rencontré Michel Lambert, directeur d'Alternatives<sup>1</sup>. Le sujet étant vaste, nous délimitons cet article aux impacts délétères des nouvelles politiques gouvernementales canadiennes sur les organisations de solidarité internationale guébécoises. Voici ce gu'avait à dire Michel Lambert.

e Québec étant le foyer de la coopération internationale au Canada, nos organisations sont touchées de plein fouet par la réorientation des priorités du gouvernement de Stephen Harper et des coupes qui en découlent. Les valeurs de nos organisations en matière de solidarité internationale s'opposent radicalement à celles du gouvernement canadien, qui préconise davantage la charité, le commerce, le déploiement des entreprises privées à l'étranger et l'action militaire. Dorénavant, toute forme de solidarité, de défense des droits, de travail en partenariat, de politisation, de soutien à la société civile, de critique ou d'analyse est exclue des programmes fédéraux. C'était pourtant ce type de projets que l'Agence canadienne de développement international (ACDI)

subventionnait. Elle est maintenant fusionnée au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Autres exemples du virage canadien: fin ou diminution draconienne des subventions aux organismes qui soutiennent la Palestine ou qui critiquent Israël; admissibilité au financement pour les programmes de soins en santé maternelle uniquement s'ils excluent tous recours à la contraception ou à l'avortement.

De plus, les budgets de l'ACDI sont maintenant détournés des pays les plus pauvres vers ceux considérés comme étant prioritaires par le Canada, c'est-à-dire ceux avec qui il a conclu des ententes de libre-échange (entre autres, Pérou, Colombie), ceux où l'industrie minière est présente (Ghana, Burkina Faso, etc.), ceux où il est





#### **Ouelaues miettes**

est en activité (par exemple Haïti).

En fait, depuis cette réorientation idéologique, le soutien financier à la solidarité internationale a été coupé, découpé, recoupé ne laissant que des miettes aux organisations québécoises. Dans cet élan, le gouvernement a cessé les subventions à des projets et ne procède plus que par appel d'offres, ne permettant plus de réaliser des contrats à plus long terme en partenariat avec les acteurs locaux. En cinq ans, seulement trois ou quatre appels d'offres ont été lancés, et portaient principalement sur des projets charitables et commerciaux. Seulement en 2012-2013, ce nouveau mode de financement a fait « économiser » au gouvernement près de 300 M\$, somme maintenant retirée du développement international.

Pourtant, les besoins sont énormes et la baisse des subventions a des conséquences importantes pour nos organisations. Par exemple, alors qu'Alternatives a toujours été présente dans plus d'une trentaine de pays, elle réduit aujourd'hui son soutien à une dizaine d'entre eux.



Ces coupes n'ont pas seulement des impacts à l'étranger, elles se font également sentir au pays : l'information et la sensibilisation sur les enjeux internationaux sont délaissées, faute de ressources disponibles. Pour Alternatives, cette réalité s'illustre par la disparition de l'impression du Journal des Alternatives, qui était depuis toujours distribué à grande échelle. Seule sa version électronique est encore disponible.

Ce changement idéologique face à la solidarité internationale est dicté, sous prétexte d'austérité, par de nouvelles priorités. Le gouvernement canadien aménage « sa règlementation, sa fiscalité et ses pratiques pour favoriser les industries pétrolières et minières et réduire le contrôle public sur leurs activités »2. Mais une fois de plus, ces pratiques néolibérales s'exercent aux dépens des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des populations concernées, d'ici et d'ailleurs.

> Michèle St-Denis et le comité solidarité internationale

L'impact de l'austérité chez les femmes

# Outrage à l'égalité

L'administration Couillard ne tient nullement compte de l'impact sur les femmes de ses décisions budgétaires qui portent atteinte à l'avancement concret de l'égalité et y ajoutent des obstacles supplémentaires. L'analyse différenciée selon les sexes est douloureusement absente des choix mis de l'avant par les instances gouvernementales, occasionnant de graves reculs sur le plan de l'égalité pour les femmes. Voici deux cas qui l'illustrent bien.



Myriam : travailleuse dans le réseau de la santé, mère d'une jeune enfant. Son couple en voudrait une ou un deuxième. Elle et son conjoint ont profité du congé que leur a permis le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et la petite est maintenant dans un CPE. Myriam gagne autour de 75 % du revenu de son conjoint, comme la moyenne des femmes au Québec. Le couple vient d'apprendre que leur revenu familial sera trop élevé pour être à l'abri d'une hausse du coût au CPE. À deux enfants, il leur en coûtera 40 \$ par jour. Myriam fait

ses calculs et se demande si cela vaut la peine qu'elle continue à travailler puisque le budget familial sera peu amélioré avec son salaire compte tenu de l'augmentation des frais de garde. Elle évalue également la surcharge considérable de travail qu'elle subira avec les annonces récentes de compressions et le peu de flexibilité de son employeur pour la conciliation famille-travail-études. Tout comme ses confrères et consœurs, Myriam constate la dégradation de ses conditions de travail. Cette situation touche particulièrement les femmes puisqu'elles occupent 75 % des emplois

du secteur public. Myriam désespère devant le spectre des mégafusions de « l'empereur » Barrette, qui vont grandement déstabiliser son milieu de travail, encore une fois.

Pas d'impacts, l'austérité? Myriam, gagnant le plus bas salaire du ménage, risque de se retirer du marché du travail pour quelques années et ainsi se départir de son lien d'emploi, entraînant sa déqualification professionnelle, son appauvrissement à la retraite (contribution au régime de retraite interrompue), une plus grande dépendance financière envers son conjoint et davantage de vulnérabilité si son couple vit une séparation. Elle risque aussi de vivre un retour au modèle traditionnel « homme producteur, femme reproductrice ». Son conjoint s'est demandé s'il pourra à nouveau avoir un congé parental décent, des coupes ayant été annoncées au RQAP. Pour l'instant, ce n'est qu'un ballon d'essai du gouvernement Couillard. Fiou

**Élaine**: femme autochtone de 30 ans, qui travaille dans une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, vient d'apprendre que son poste sera supprimé en raison de la disparition d'une importante subvention à son organisme communautaire. Les projets sur lesquels elle travaillait seront avortés et les autres travailleuses de l'organisme seront obligées de niveler leurs conditions de travail par le bas tout en maintenant une offre de service limitée. L'organisme ne pourra qu'offrir des places en dépannage d'urgence.

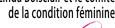
> Élaine se demande comment elle assurera sa sécurité financière. Ses options ne sont pas nombreuses. Elle connaît une étudiante qui songe à la prostitution pour s'en sortir, mais elle sait que la prostitution peut détruire la vie des femmes. Ses consœurs autochtones y sont surreprésentées aux côtés de tant de femmes qui sont touchées par la

> Pas d'impacts, l'austérité? Élaine croyait qu'au Québec, l'égalité entre les femmes et les hommes était une valeur fondamentale. Le programme À égalité pour décider vient de voir ses

fonds amputés de moitié et le Conseil du statut de la femme vient de subir une coupe qui force l'organisme à mettre à pied le quart de son personnel. Combien de travailleuses dans le communautaire perdront leur emploi? Que feront les victimes de violence conjugale sans les services des maisons d'hébergement? Retourneront-elles auprès

de leur conjoint? La plus récente enquête sur les maisons d'hébergement au Canada a montré que lors d'une journée typique, 379 femmes et 215 enfants sont refusés, le plus souvent parce que la maison d'hébergement déborde et est incapable de les accueillir.

Linda Boisclair et le comité





Alternatives est une organisation de solidarité qui œuvre pour la justice et l'équité au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

Lambert, Michel. La solidarité internationale en lambeaux? Nouveaux cahiers du socialisme, no 12, 2014

Santé et sécurité au travail : perte de droits en vue

n décembre 2010, Viateur Camiré

goût des mesures d'austérité en SST qui

planent sur la tête des travailleuses et des

travailleurs pourtant déjà aux prises avec

un régime d'indemnisation comportant de

nombreuses embûches à la reconnaissance

Loin d'être tombées dans l'oubli, malgré

tous les bouleversements politiques vécus

depuis, ces mesures sont toujours préco-

nisées par les organisations patronales.

La plateforme 2014-2017 du Conseil du

patronat du Québec (CPQ), intitulée S'allier

pour la prospérité, en est d'ailleurs un bon

exemple. Plutôt que d'investir en préven-

tion pour réduire les risques pour la santé

et la sécurité des travailleurs, nous assis-

tons plutôt à l'apparition d'un discours

austère sur le régime. Ainsi, le CPQ pro-

pose une série d'actions visant à réduire les

coûts des employeurs et la portée des lois

de leurs droits.

**Le CPO à l'affût** 

ment », a insisté la présidente Benoît Lacoursière et

« En plus de multiplier les compressions, de transfor-

mer de fond en comble le rôle de l'État en vue de faciliter le

chemin aux élites financières, le gouvernement démontre

un mépris sans nom envers les besoins de la population.

Il y a urgence d'agir pour l'avenir du Québec! », a conclu

du CCMM-CSN, Dominique Dominique Daigneault

forme, tandis qu'ailleurs, on

optera pour d'autres types

d'actions, selon les possibi-

lités. « Il faut maintenir l

Daigneault.

pression sur ce gouverne-

la présidente du CCMM-CSN.

**Avril** 

Assemblée générale au Centre St-Pierre

> 8-9-10 Exécutif syndical I

13-14 Délégué-e syndical

16-17

Mobilisation

20-21 Initiation à la santé sécurité du travail

23-24 Initiation to Health and Safety

SGS logiciel de trésorerie

27-28-29

Union Executive II

30-1er mai











Coup d'œil sur l'assemblée générale

## Résistons!

la mi-février, le Conseil central du Montréal A métropolitain-CSN (CCMM-CSN) a tenu une assemblée générale spéciale sur les actions de résistance pour combattre l'austérité du gouvernement de Philippe Couillard. Les délégué-es, qui se sont dotés d'un imposant plan de mobilisation contre les mesures antisociales, ont voté en faveur d'une journée de perturbation économique à se tenir au plus tard le 1er mai 2015.

### **Contraindre le gouvernement**

Benoît Lacoursière, professeur de science politique et président du Syndicat des professeures et professeurs du collège de Maisonneuve (CSN), a retracé les grands moments de l'histoire des mouvements sociaux des dernières décennies au Québec, incluant, entre autres, sa dimension syndicale. Différentes actions de désobéissance civile, passées ou récentes, ont été relatées, par exemple celle organisée le 16 février 2012, durant laquelle 500 personnes avaient bloqué pacifiquement tous les accès de la Tour de la Bourse pendant quelques heures à Montréal. « Je ne pense pas qu'on puisse convaincre le gouvernement de reculer sur ces mesures d'austérité, il faudra plutôt le contraindre! », a fait valoir monsieur Lacoursière, qui estime que tôt ou tard, il faudra désobéir. « La désobéissance est contagieuse et suscite un effet d'entraînement », a conclu le professeur de science politique.

#### D'ici le 1<sup>er</sup> mai 2015

Au terme d'une discussion dynamique et inventive, les délégué-es ont convenu « de participer, en collaboration avec les acteurs de la société civile qui s'y engagent, à l'organisation d'une journée de perturbation économique qui se déroulera un jour de semaine, et ce, au plus tard le 1er mai 2015 ». Pour les membres des syndicats affiliés au CCMM-CSN, cette journée de perturbation pourra se déployer de diverses manières. Dans certains milieux, on souhaitera faire une journée de grève en bonne et due





L'assemblée du 18 février était bondée pour discuter des actions de perturbation économique et des moyens de résistance.



CASS

Kim Boyer et le comité

d'action en santé sécurité

#### déposait son rapport sur un projet dans une situation de précarité (travail saide modernisation des lois en santé et sonnier, sur appel, à temps partiel, etc.) sécurité du travail (SST). En l'absence de verra son indemnité de remplacement du consensus entre les parties syndicale et revenu réduite à ce qu'il a gagné réellement au cours de l'année précédant sa lésion propatronale, monsieur Camiré reprit à son compte la majeure partie des revendications fessionnelle, sans tenir compte, par exemple, patronales. Ceci n'était qu'un avant-

logique, une travailleuse ou un travailleur

et allant même jusqu'à recommander au

gouvernement d'en faire un programme

social et ainsi pouvoir mettre les frais à la

Ultimement, si toutes les mesures pro-

posées par le CPQ étaient adoptées, cela

diminuerait considérablement le revenu

des travailleuses et des travailleurs acci-

dentés et de leur famille et en découragerait

plusieurs d'avoir recours au régime ou de

gouvernement et ces modifications seront-

elles adoptées? Comme le gouvernement

est lui aussi un employeur et qu'il a, lui

aussi, des dépenses liées au régime, cela

nous apparaît de mauvais augure... Le

budget alloué pour la SST par l'État à titre

d'employeur est énorme. En cette période

d'austérité où la recherche de l'équilibre

budgétaire semble l'objectif premier,

poussera-t-on l'odieux jusqu'à un retour

en arrière de notre droit à la protection en

Outre les impacts financiers, toutes

ces mesures d'austérité en SST auraient

aussi un impact certain sur la santé

psychologique des travailleuses et des

travailleurs. Stress, anxiété, détérioration

du climat de travail, détresse et surcharge de

travail risquent d'être au rendez-vous. Que

Lien vers la plateforme patronale :

restera-t-il comme solutions?

Ce discours sera-t-il repris par le

charge de la population!

Un retour en arrière

faire valoir leurs droits.

matière de SST?

Le patronat profite de la conjoncture

du salaire annuel minimum, le privant ainsi d'un revenu auguel il aurait droit. Oue restera-t-il au travailleur accidenté incapable de travailler à temps plein? Bien peu... Par ailleurs, alors que les mesures de

contrôle administratif sont déjà surabondantes, le CPQ vise à alourdir le processus. On espère donner la prépondérance, sur les questions médicales, à l'opinion de la « compagnie d'assurances » au détriment de celle du médecin traitant. Quelle idée! Si une telle mesure est adoptée, quelle place aura le médecin traitant? Mais surtout. combien de travailleuses et de travailleurs accidentés seront tentés de ne pas poursuivre le processus et de se tourner vers d'autres régimes, comme les assurances collectives?

Le programme pour une maternité sans danger est lui aussi dans la mire du CPQ, remettant en question la notion de danger

De quel côté pensez-vous

que la compagnie d'assurances en SST au détriment des travailleurs. Voici va pencher? divers exemples des attaques au régime. Tout d'abord, alors que le régime de remplacement du revenu

vise à couvrir la perte de la capacité de gain de la travailleuse ou du travailleur, le CPQ remet en question

ce principe et parle plutôt d'iniquité dans l'indemnisation. Si l'on suit cette

**14 • Unité** avril 2015

**Unité** avril 2015 • **15** 



# L'AUSTERITE DETRUIT

L'AUSTERITE EST UN EGILEC

L'AUSTERITE
NEST PAS
UNE SOLUTION



f y v refusons.org